



**PRÉFÈTE
DE L'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 PARÇAY-MESLAY

Orléans, le 25/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



OREP PACKAGING

ZI de Vauzelle
37600 LOCHES

Références : VAT20220093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement OREP PACKAGING implanté ZI de Vauzelle 37600 LOCHES. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites des visites du 28/09/2021 et du 03/06/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OREP PACKAGING
- ZI de Vauzelle 37600 LOCHES
- Code AIOT dans GUN : 0010000711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Installation d'imprimerie sur films plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites non soldées de la visite du 03/06/2021 et 28/09/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1* de la visite du 28 septembre 2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 8.1.3.1. et art. 8.1.3.3.7.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC3 de la visite du 03 juin 2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 3.2.4.3	/	Sans objet
D1 de la visite du 03 juin 2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 3.2.4.3	/	Sans objet
D2 de la visite du 28 septembre 2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 1.6.1.	/	Sans objet
R1 de la visite du 28 septembre 2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
D2 de la visite du 03 juin 2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 5.1.4	/	Sans objet
NC2 de la visite du 03 juin 2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 3.2.5	/	Sans objet
NC2 de la visite du 28 septembre 2021	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Art. V.5	/	Sans objet
NC4 de la visite du 03 juin 2022	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 7.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1* de la visite du 28 septembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 8.1.3.1. et art. 8.1.3.3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique du matériel
Prescription contrôlée : 8.1.3.2.1 Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 8.1.3.1 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres et qui peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. 8.1.3.3.7 L'ensemble des moyens prévus dans ce point sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La non-conformité est maintenue : La vérification semestrielle des installations de sprinklage montre des non-conformités récurrentes.
Observations : Vu le rapport de vérification semestrielle du système sprinkleur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D2 de la visite du 03 juin 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 5.1.4
Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la date de l'expédition du déchet ;• la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;• la quantité du déchet sortant ;• le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;• le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. D2 de la visite du 03 juin 2021 : L'exploitant OREP PACKAGING doit transmettre un document justifiant le régime de classement des activités exercées par la société BIC (Blanchisserie Industrielle du Centre).
Constats : Pas de non respect constaté le jour de la visite.
Observations : Vu le récépissé de déclaration de la société BIC daté du 19/07/2013, envoyé à la préfecture le 05/08/2021. (rubriques 2714, 2791).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2 de la visite du 03 juin 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). COVt (en carbone total) : 20 mg/Nm3 Nox (équivalent NO2) : 100 mg/Nm3 CH4 : 50 mg/Nm3 CO : 100 mg/Nm3
Constats : La non conformité est levée.
Observations : Vu : rapports de rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique date : 12/01/2022 (seulement en COVt) et 06/07/2021 (tous paramètres) organisme : APAVE références : 21014810-1 et 21014811-1 résultats : conformes en concentration fréquence : semestrielle pour les COVt respectée fréquence : annuelle des autres paramètres respectée Valeur élevée en CO (95 pour une VLE à 100mg/Nm3). Changement des têtes de brûleur le 06/01/2022 par la société MEP (vu le bordereau d'intervention daté signé).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2 de la visite du 28 septembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Art. V.5
Thème(s) : Risques accidentels, dossier de la zone ATEX suite à travaux
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. Ce document ou dossier est établi sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non respect constaté le jour de la visite.
Observations : Vu le dossier "plan de prévention" établi à partir du document unique. Vu un permis de feu (analyse par sondage). Date du permis 21/02/2022, société extérieure G2C.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3 de la visite du 03 juin 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 3.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques - PGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et sorties de solvant de l'installation.
Constats : Dans l'attente, la non-conformité est maintenue : Le PGS présenté lors de la visite du 03 juin 2021 ne comporte pas de chapitre traçant précisément les actions engagées par le passé et les axes de réflexion en cours permettant de réduire ou de supprimer l'émission des solvants consommés.
Observations : L'exploitant a déclaré que l'action va être mise en place lors de la rédaction du prochain PGS (mars 2022).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D1 de la visite du 03 juin 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 3.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques - émissions canalisées
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.
Constats : Fournir une explication justifiant de la hausse des émissions canalisées et des émissions diffuses sur l'exercice 2020 en dépit d'une consommation de solvants pourtant inférieure à celle de l'année 2019.
Observations : La demande sera à traiter lors de la rédaction du prochain PGS.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D2 de la visite du 28 septembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 1.6.1.
Thème(s) : Situation administrative, modification des installations
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.6.1 - PORTER À CONNAISSANCE Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Dans l'attente de l'instruction du courrier, la demande est maintenue : Suite aux modifications intervenues dans la nomenclature des installations classées et notamment la modification de la rubrique 1185, l'exploitant transmet le classement actualisé de ces équipements frigorifiques ou climatiques.
Observations : L'exploitant a déclaré avoir transmis un courrier en préfecture le 14/12/2021. La demande sera levée après instruction du courrier par l'unité interdépartementale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4 de la visite du 03 juin 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 76.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés.
Constats : La non-conformité est levée.
Observations : Lors de la visite, il a été observé un chariot comportant un nombre supérieur de sceaux de solvants (encres) pour sa capacité de rétention. Les sceaux en surnombre ont été retirés le jour de la visite. Les colles stockées dans les 2 GRV de 1000L sont sur une rétention commune de 2000L.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R1 de la visite du 28 septembre 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article Art. 71
Thème(s) : Risques accidentels, stratégie défense incendie
Prescription contrôlée : CHAPITRE 71 — PRINCIPES DIRECTEURS L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Indiquer dans le registre de sécurité les dates de réalisations des exercices simples d'évacuation et des exercices plus complets avec scénarios d'accident.
Observations : La réalisation des exercices (21/12/2021 et 11/01/2022) n'a pas été répertoriée dans le registre de sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet